

 AGEPS AP-HP	7, rue du Fer à Moulin - B.P.09 75221	ASSISTANCE PUBLIQUE  HÔPITAUX DE PARIS	Consultation N°110.25-09.INVEST
--	--	---	---------------------------------

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Consultation N°: 110.25-09. INVEST

Marché à Procédure Adaptée

Objet : Mise à niveau des câblages informatiques et des locaux techniques de l'Agence Générale des Equipements et Produits de Santé (AGEPS), site de Nanterre (Voix données images - VDI)

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Le Directeur de l'Agence Générale des Équipements et Produits de Santé

Lieux d'exécution du marché

Agence Générale des Équipements et Produits de Santé (AGEPS)

Site de NANTERRE
13 rue LAVOISIER
92 000 NANTERRE

1. ARTICLE I - OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHE	5
1.1. Objet	5
1.2. Type	5
1.3. Durée	5
2. ARTICLE II - DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHE	5
2.1 Allotissement.....	5
2.2 Variantes	5
3. ARTICLE III - PIECES CONTRACUELLES DU MARCHE ET CERTIFICATS	6
3.1. Pièces contractuelles.....	6
3.2. Certificats.....	6
4. ARTICLE IV - COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	7
4.1. Cotraitance	7
4.2. Sous-traitance	7
5. ARTICLE V - EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5.1 Modalités	8
5.2 Accès à l'établissement - Identification	8
6. ARTICLE VI - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	9
6.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	9
6.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	9
6.3. Organisation, sécurité et hygiène du chantier	9
6.3.1. Organisation matérielle et collective du chantier	9
6.3.2. Sécurité et hygiène	10
6.3.3. Conditions générales d'exécution des travaux	10
6.3.4. Nettoyage de chantier	10

7. ARTICLE VII - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	11
7.1. Essais, contrôles et recettes	11
7.2. Réceptions et réceptions partielles	12
7.2.1. Généralités	12
7.2.2. Levée de réserves	12
7.3. Documents fournis après exécution	12
7.4. Mise au courant et formation du personnel exploitant.....	13
8. ARTICLE VIII - GARANTIES	13
9. ARTICLE IX - ASSURANCES	13
10. ARTICLE X - DETERMINATION ET ACTUALISATION DES PRIX	14
10.1. Détermination des prix	14
10.1.1 Prix forfaitaires	14
10.1.2 Prix unitaires	14
10.2. Régime des Prix.....	15
10.3. Régime des taxes	15
11. ARTICLE XI - AVANCE – ACOMPTES - REGLEMENT	15
11.2.Présentation des demandes de règlement	15
11.3. Décomptes et acomptes.....	15
11.4. Décompte final.....	16
11.5. Facturation et règlement.....	16
11.6. Délai global de paiement.....	16
12. ARTICLE XII - DELAI D'EXECUTION - PENALITES.....	17
12.1. Délai d'exécution des travaux	17
12.2. PENALITES ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXECUTION	17
12.3. Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception	18
12.4. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	19

12.5. Autres pénalités	19
13. ARTICLE XIII - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	20
14. ARTICLE XIV - RESILIATION	20
15. ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21

1. ARTICLE I - OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHE

1.1. Objet

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché lancé en vue d'une opération de travaux de :

Mise à niveau des câblages informatiques et des locaux techniques de l'Agence Générale des Equipements et Produits de Santé (AGEPS), site de Nanterre (Voix données images - VDI)

1.2. Type

La procédure de consultation est la procédure adaptée conformément aux dispositions de la L2123-1, R2123-1, R2123-4, R2123-5 et R2123-7 du code de la commande publique.

Le marché est passé sous la forme de **marché non fractionné**.

1.3. Durée

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire et perdure jusqu'à la réalisation complète de la prestation (période de garantie incluse), soit pour une **durée de 24 mois**.

La durée prévisionnelle des travaux sur site est de : 6 mois

Un calendrier d'exécution sera fixé à l'issue de la période de préparation et deviendra le seul calendrier contractuel.

2. ARTICLE II - DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHE

2.1 Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie

2.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3. ARTICLE III - PIÈCES CONTRACUELLES DU MARCHÉ ET CERTIFICATS

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre elles :

- L'Acte d'Engagement et l'annexe financière (Décomposition des prix globaux et forfaitaires, DPGF) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le calendrier contractuel d'exécution de l'opération fixé par les parties lors de la mise au point du marché et notifié au titulaire à l'issue de la période de préparation ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP),
- Les plans et rapports annexés aux CCTP
- Les ordres de services émis durant l'exécution du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux travaux (CCAG-Travaux) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment et ses annexes ;
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.) et de manière globale, les documents généraux mentionnés au sein des CCTP ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment sur celles-ci.

3.2. Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur met en œuvre la résiliation du marché.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle le titulaire du marché doit obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme sont communiquées à la notification.

4. ARTICLE IV - COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1. Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-Travaux, notamment en ses articles 3.5, 3.8, 9.1, 10.7 et par les articles R 2142-1 à 7 et R 2142-11 à 14, R 2142-19 à 27, R 2191-20 à 22, du Code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

4.2. Sous-traitance

La situation des sous-traitants est régie par les articles R. 2193-1 à 16 du Code de la commande publique et le CCAG-Travaux (notamment en ses articles 3.6, 3.8, 9.1, 10.8 et 12)

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du/des sous-traitant(s) et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

Une sous-traitance à 100% est interdite.

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant par le représentant du Pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance (DC4).

5. ARTICLE V - EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Modalités

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre pour le pouvoir adjudicateur, notamment pour ce qui concerne les matériaux utilisés ou fournis, les délais d'exécution, l'étendue et le périmètre des garanties

L'organisation de la prestation sera détaillée lors de la mise au point du marché faisant suite à sa notification. Un ordre de service portant démarrage de l'opération sera par ailleurs notifié au titulaire.

5.2 Accès à l'établissement - Identification

Toute personne devant intervenir sur site doit avoir un casier judiciaire vierge (B3 sans inscription). La société s'engage à le vérifier avant la première intervention sur site et à faire une vérification annuelle (année calendaire). L'AGEPS pourra exiger, à tout moment, la preuve de cette vérification. Chaque intervenant possèdera une attestation d'autorisation de travail pour l'AGEPS. Celle-ci sera délivrée par l'employeur et datée à la dernière date de vérification du casier judiciaire avec une durée de validité de 12 mois.

- Toute personne intervenant sur site est soumise au règlement intérieur ou tout autre mesure liée à la sécurité (ex : Niveau du Plan Vigipirate en vigueur, ...)
- Une liste des intervenants réguliers devra être envoyée avant toute intervention et réactualisée à chaque changement
- Pour les personnes intervenants occasionnellement, l'information doit être signifiée à l'AGEPS par mail aux adresses suivantes : accueil-securite.nanterre@aphp.fr, samir.larras@aphp.fr et loan.leroux@aphp.fr
- Une pièce d'identité originale devra obligatoirement être présentée au Poste Central de Sécurité (PCS) pour l'accès au site (Pas de photo sur le téléphone, photocopie, ...)
- Les tenues professionnelles et équipements de Protection Individuel (EPI) sont obligatoires sur site
- Tout intervenant devra intervenir uniquement dans les zones qui lui seront attribuées et autorisées
- Tout intervenant devra être accompagné ou muni d'un badge attribué par le Poste Central de Sécurité PCS qu'il portera sur lui de manière visible pour être identifié à tout moment
- L'utilisation du téléphone portable sur les plateformes (SAD et Lautrec) est strictement interdit
- Toute personne présente dans le véhicule en dehors du chauffeur doit justifier de sa présence par une attestation et une information doit être transmise au préalable par mail (adresses ci-dessus) sous peine de se voir refuser l'accès au site.

- Tout chauffeur doit obligatoirement faire le tour de son véhicule pour s'assurer de la bonne fermeture de toutes les portes ou issues avant son départ du site
- Tout chauffeur s'engage à signaler tout dégât causé auprès du Poste Central de Sécurité (PCS) et établir le constat si nécessaire dans l'immédiat
- Tout chauffeur doit être obligatoirement être en possession d'un constat dans son véhicule et d'un extincteur adapté pour le transport de marchandises
- La société s'engage à accepter qu'à l'entrée de l'établissement une inspection visuelle des véhicules de livraison soit faite par des agents privés de sécurité.

La signature du contrat vaut pour acceptation de toutes les mesures de sécurité précitées.

6. ARTICLE VI - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

6.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Une période de préparation d'un mois est prévue. Pendant cette période, l'entrepreneur et/ou le groupement doivent arrêter, en accord avec la Direction de l'Investissement de l'AGEPS :

- le schéma d'organisation du chantier ;
- le calendrier contractuel détaillé des travaux comportant une décomposition par tâche ;
- les détails des déconstructions, des constructions et leur exécution ;
- l'adaptation du cadre type du compte-rendu de rendez-vous de chantier ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG-Travaux et par la réglementation en vigueur ;
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 « Etudes d'exécution » du CCAG-Travaux

6.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

6.3. Organisation, sécurité et hygiène du chantier

6.3.1. Organisation matérielle et collective du chantier

➤ Le titulaire doit :

- se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- assurer la mise en place de leur chantier, le nettoyage faisant suite aux travaux qui les concernent, le ramassage des gravois et déchets qui résultent de leur activité, conformément aux dispositions du CCTP.

6.3.2. Sécurité et hygiène

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire dans les conditions prévues aux CCTP, à l'article 31.4 du CCAG -Travaux et conformément à la législation en vigueur.

6.3.3. Conditions générales d'exécution des travaux

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de ses prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur,
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services de l'établissement,
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières d'origines diverses ;
- détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux.

A cet effet, certains travaux sont susceptibles d'être exigés en horaires décalés, voire le samedi.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire doit en référer à la Direction de l'Investissement de l'AGEPS.

Au cours de l'exécution des travaux, le titulaire doit, à ses frais, garantir ses matériaux et éléments de protection de chantier des dégradations et avaries qu'il pourrait éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrage ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent au titulaire concerné.

6.3.4. Nettoyage de chantier

Pendant son intervention, le titulaire est tenu d'assurer le nettoyage quotidien du chantier à ses frais conformément aux stipulations du CCTP.

Un nettoyage fin sera en outre réalisé par le titulaire de manière hebdomadaire, voir plus fréquemment au vu des besoins. Le pouvoir adjudicateur entend par nettoyage fin, une prestation de dépoussiérage, d'aspiration et de balayage _ avec un linge humide propre _ des surfaces du chantier, de sorte que les diverses salissures (traces de colle, de peinture...) soient nettoyées efficacement. L'utilisation d'appareils d'entretien professionnels et de serpillères assortie d'un savoir-faire spécifique est exigée.

Dans le cas où le nettoyage journalier ou final (avant réception) n'est pas ou mal exécuté, celui-ci sera exécuté par une autre entreprise, sur demande de la Direction de l'investissement de l'AGEPS, à la charge de l'entreprise défaillante.

7. ARTICLE VII - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

7.1. Essais, contrôles et recettes

Les vérifications visuelles seront réalisées sur le chantier conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux.

Les constatations effectuées en cours d'opérations seront réalisées conformément à l'article 11 du CCAG-Travaux.

Les essais, épreuves, contrôles et recettes préalables aux réceptions partielles et finales des travaux seront effectués conformément aux CCTP et au CCAG-Travaux (article 24).

L'entreprise titulaire devra être présente lors de toutes les phases de réception.

Si les résultats obtenus ne sont pas positifs ou concordant avec les essais réalisés en parallèle par le Maître d'ouvrage, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés au titulaire sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé au titulaire des essais et/ou contrôles en sus, il est prévu que :

- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge du titulaire défaillant, ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

7.2. Réceptions et réceptions partielles

7.2.1. Généralités

La réception des travaux est réalisée conformément aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux. Des réceptions partielles pourront ainsi être prononcées à l'issue de chaque phase et/ou de chaque tranche, tel que précisé initialement par le calendrier contractuel d'exécution. Elle prend effet à la date de l'achèvement d'une phase et est demandée par le titulaire.

7.2.2. Levée de réserves

Le délai fixé au titulaire pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par ordre de service.

7.3. Documents fournis après exécution

La somme des études, constats, contrôles, et documents afférents à l'exécution que le titulaire doit fournir est précisée au sein du CCTP et des articles 29.1 et 40 du CCAG-Travaux. Le titulaire fournira lesdits éléments à la Direction de l'investissement de l'AGEPS à la fréquence déterminée par le CCTP. La somme de ces derniers sera transmise en accompagnement de la demande de réception.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...) ;
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en deux exemplaires à la Direction de l'investissement de l'AGEPS.

7.4. Mise au courant et formation du personnel exploitant

Le titulaire concerné est tenu d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part de l'exploitation, d'autre part de l'entretien du matériel neuf. Cette formation aura lieu avant que la décision de réception des travaux ne soit prise.

8. ARTICLE VIII - GARANTIES

Le délai des garanties de parfait achèvement est fixé à douze mois. L'application de leur régime sera conforme à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai des garanties des équipements installés est également fixé à douze mois. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront sur ledit article.

Il démarre à la réception de l'installation.

9. ARTICLE IX - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les éventuels co-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances « Responsabilité civile », et « Tous Risques Chantier » comportant la garantie des risques « incendie-explosion ».

Ces attestations doivent garantir les risques à hauteur des risques afférents à l'opération (la Direction de l'investissement de l'AGEPS appréciera si la couverture du risque est suffisante) et être en cours de validité.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra se substituer au titulaire défaillant et en déduire les montants correspondants par précompte.

Le titulaire doit par ailleurs être couvert par une assurance Responsabilité Civile (RC) décennale propre au chantier. Une copie de cette police sera transmise au pouvoir adjudicateur par tout moyen et dans les meilleurs délais après toute demande de ce dernier.

10.ARTICLE X - DETERMINATION ET ACTUALISATION DES PRIX

10.1. Détermination des prix

10.1.1 Prix forfaitaires

Au sens de l'article R.2112-6 du code de la commande publique, le marché est à prix global forfaitaire. Les prix des travaux faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux travaux réellement exécutés.

En l'espèce, le marché est rémunéré à prix forfaitaire rémunérant les prestations figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) signée par le titulaire.

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur (article 10 du CCAG-Travaux) et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Dès lors, les prix présentés à travers la DPGF sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution éventuels ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'autres ouvrages ou prestations ;
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de la rémunération directe par l'entrepreneur de la valorisation des tâches ;
- des présentations d'échantillons, prototypes, etc. ;
- des coûts imposés par l'application des réglementations relatives au traitement de certains déchets ;
- du fait que les travaux sont réalisés en milieu en activité et des contraintes que cela impose à l'entrepreneur, notamment pour ce qui concerne l'interdiction d'utiliser des appareils trop sonores hors horaires décalés, les protections à installer et maintenir,... (cf. CCTP).

10.1.2 Prix unitaires

De manière exceptionnelle, et dans le cadre de travaux demandés au titulaire **en dehors des prescriptions prévues au marché**, certaines dépenses pourront être rémunérées en dépenses contrôlées.

A cet effet, le titulaire proposera à la Direction de l'investissement de l'AGEPS un devis présentant d'une part ses taux horaires par profession (tel qu'il les aura fixés à travers son offre) et d'autre part le volume horaire estimé de chaque intervenant. **La direction de l'investissement de l'AGEPS** validera ou réfutera ledit devis.

Les fournitures seront quant à elles rémunérées à l'aide d'un coefficient multiplicateur de déboursé fixé à 1.25. Les prix de celles-ci, assorti dudit coefficient, devront être justifiés par la présentation des factures du fournisseur, remises éventuelles déduites.

10.2. Régime des Prix

Les prix sont fermes sur l'ensemble de la durée du marché.

10.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

11. ARTICLE XI - AVANCE – ACOMPTES - REGLEMENT

11.1 Avance

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG, il ne sera pas délivrer d'avance.

11.2.Présentation des demandes de règlement

Le titulaire du marché a l'obligation d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signés ou non signés).

11.3. Décomptes et acomptes

Décomptes :

Le titulaire dresse un projet de décompte mensuel des travaux exécutés ou entrepris.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront transmis à la direction de l'investissement de l'AGEPS par tout moyen permettant d'en apporter la preuve durant la période du mois ou lors des réunions de chantiers selon les informations indiquées dans le C.C.T.P.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire.

 AGEPS AP-HP	7, rue du Fer à Moulin - B.P.09 75221	 ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS	Consultation N°110.25-09.INVEST
--	--	--	---------------------------------

Les décomptes mensuels seront dématérialisés et déposés sur le portail CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du Maître d'œuvre pour contrôle et validation.

Les informations nécessaires à ce dépôt seront communiquées au titulaire à la mise au point du marché.

Acomptes :

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde final

L'article 12.3 du présent CCAP déroge aux dispositions du CCAG Travaux.

11.4. Décompte final

Le décompte final est établi et est transmis via le portail **CHORUS PRO** à la Direction de l'Investissement de l'AGEPS.

11.5. Facturation et règlement

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP. Le règlement sera effectué après l'admission ou la constatation de la prestation et partant, de l'acceptation des décomptes telle que définie ci-avant.

Ces acomptes porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le N° de SIRET ou SIREN ;
- le code APE ;
- les numéros du marché, du lot, et du bon de commande valant ordre de service ;
- le numéro de l'acompte ;
- une copie du constat contradictoire ;
- le montant hors taxe de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Et seront transmis via le portail **CHORUS PRO**.

11.6. Délai global de paiement

Le délai de paiement des factures est fixé à 50 jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ou accord-cadre, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations

principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Au paiement de ces intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixe à 40 euros.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire

12.ARTICLE XII - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

12.1. Délai d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les délais d'étude, d'approvisionnement, de mise en place du chantier, les tâches caractéristiques des travaux, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la tâche suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Pour l'établissement de ce calendrier, le titulaire doit, dans les 10 jours suivant la demande de la Direction de l'investissement de l'AGEPS, indiquer par écrit, par fonction d'ouvrages et par unité, les définitions des tâches, leur durée, et les liaisons avec les tâches précédentes. Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, etc.

Après mise au point en accord entre les parties et approbation par la Direction de l'investissement de l'AGEPS, ce calendrier détaillé est notifié par ordre de service au titulaire; le calendrier détaillé d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation.

C'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

Le titulaire est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées ci-après.

12.2. PENALITES ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXECUTION

En complément des indications de l'article 19.2 du CCAG Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, le titulaire sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions.

12.2.1 MODE DE CALCUL

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé à 1/3000ème (un trois millième) du montant total du marché éventuellement modifié ou complété par les ordres de service intervenus, sans que cette pénalité puisse être inférieure à 300 € nets de taxes par jour calendaire de retard.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le maître d'œuvre et fourni à titre indicatif au titulaire pour répartition entre ses co-traitants et/ou ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition le montant global des pénalités et retenues est prélevé au titulaire (mandataire dans le cas d'un groupement) par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

Il est précisé que le titulaire soumis à des pénalités provisoires et ayant in fine terminé ses travaux dans le délai imparti pourra se voir confirmer l'application de pénalités définitives s'il a perturbé la bonne marche du chantier ou s'il a provoqué des retards dans le déroulement du marché.

12.2.2 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DANS LE CADRE DU DELAI PARTICULIER

Ces pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution et de la date d'expiration des travaux fixée au calendrier détaillé d'exécution.

12.2.3 RETENUES POUR RETARD DANS LA REALISATION DES TACHES

Des retenues journalières calculées selon indications de l'article 13.2.1 ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, ces retenues pourront être transformées en pénalités.

Cette pénalité sera appliquée au 1er euro (par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux) et sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution de la phase de travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier contractuel d'exécution. L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

12.3. Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si le titulaire n'a pas remédié dans le délai fixé à l'article 8.2.2 du présent C.C.A.P. aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités de 100 euros HT par jour calendaire de retard et par réserve sont appliquées jusqu'à la date constatée de l'achèvement par la maîtrise d'œuvre.

Si le titulaire n'a pas remédié, dans le délai fixé par ordre de service aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception (ou à un acte équivalent et entérinant l'achèvement des travaux), les mêmes pénalités de retard seront appliquées jusqu'à la date de l'achèvement même si le maître de l'ouvrage décide de l'application des articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

12.4. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le Représentant du pouvoir adjudicateur constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes du décompte prévu à l'article 12.6.

12.5. Autres pénalités

A la discrétion du pouvoir adjudicateur, des pénalités sont susceptibles d'être appliquées dans les cas suivants :

- retard dans l'installation ou le repliement de chantier : 500,00 € H.T par jour calendaire ;
- non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène (dont nettoyage), à la signalisation ou protection efficace générale du chantier. 200,00 € H.T pour chaque infraction constatée et par jour calendaire ;
- dépôt de matériels ou gravois en dehors des zones prescrites : 300,00 € H.T par jour calendaire et infraction constatée ;
- retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (notes de calculs, notes techniques, études de détails, rapports afférents au traitement des déchets spécifiques (amiante et plomb), tests, essais, contrôles, etc.) : 150,00 € H.T par document et par jour calendaire de retard ;
- absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier (un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence) : 45,00 € H.T par absence.

- Retard dans la libération des emplacements mis à la disposition des entreprises par le maître d'ouvrage 300 € net par jour calendaire
- Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation et notice environnementale de chantier à faibles nuisances de l'opération 300 € net par infraction constatée (en sus des amendes légales auxquelles l'entrepreneur s'expose en ne respectant pas la réglementation)

13. ARTICLE XIII - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée à ce marché

14. ARTICLE XIV - RESILIATION

L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du marché conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 (articles 49 à 54) du CCAG-Travaux et aux articles R.2191-30 et R.2191-31 du code de la commande publique.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations. Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

- Conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, **en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché public.** Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché public, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 55 du CCAG-Travaux et aux articles R.2197-1 à R.2197-5 du code de la commande publique.

15. ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge :

Par ses articles	Aux articles du CCAG-Travaux	Objet
3.1	4.1	Pièces contractuelles
11.3	12	Acompte
12.2	19	Pénalités
11.1	10.1	Avance

Les autres dispositions dudit CCAG-Travaux s'appliquent pleinement au marché.